

M. Mazankowski: . . . d'établir son propre service postal par facteurs privés. Je pense, monsieur l'Orateur, que cette situation est une honte nationale.

Des voix: Bravo!

M. Paproski: Revenons à l'époque du courrier à cheval.

L'hon. M. Hees: Au temps du char à bœufs.

M. Mazankowski: Tout en laissant espérer que les choses vont s'améliorer, c'est un refrain que nous avons déjà entendu, le ministre poursuit en nous disant d'examiner encore une fois notre situation et de décider quelle politique servira le mieux notre intérêt à long terme. Sous ce rapport, il me semble que le ministre n'a pas réussi à mettre au point un plan assez imaginatif pour répondre au but qu'il s'est fixé, c'est à dire fournir un emploi à tout Canadien qui veut et qui est en état de travailler, de préférence à long terme. Si l'on examine soigneusement ce budget, nous constatons qu'il n'est rien de plus qu'une mesure ad hoc teintée d'opportunisme préélectoral que le gouvernement espère faire passer comme une lettre à la poste.

Si le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) souhaite prononcer un autre discours qui, je l'espère, sera meilleur que celui du dernier budget, j'aimerais certainement l'entendre, surtout s'il contient quelques idées constructives et encourageantes. Il est évident que le ministre a été incapable de faire face aux problèmes économiques qui confrontent l'industrie canadienne. Le présent budget peut fort bien avoir des contrecoups funestes. Lorsque l'on met de côté le verbiage et toutes les fleurs de rhétorique, il ne concorde pas avec la nouvelle approche fondamentale dont le ministre nous avait entretenus. Les gens n'ont plus confiance au présent gouvernement et soupçonnent leurs motifs fondamentaux.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Les gens se méfient des petits caractères et de certaines des omissions volontaires. Par exemple, le public a capté très rapidement le fait qu'à compter du 1^{er} de l'an, il y aura une majoration automatique de l'impôt sur le revenu des particuliers. Comme l'honorable député d'Edmonton-Centre (M. Paproski) le déclare, le premier ministre (M. Trudeau) a peut-être annulé l'élection parce que, depuis que le budget a été analysé, on peut constater qu'il n'assurera pas l'élan nécessaire qui permettra au Canada de continuer de progresser. Comment savoir si les mesures présentées au sujet de l'impôt des compagnies seront plus d'un an en vigueur? Nous avons eu quatre budgets depuis 12 ou 13 mois. Il suffirait d'un autre budget pour mettre en vigueur n'importe quelle concession fiscale ou hausse d'impôt.

En outre, sommes-nous sûrs que ces mesures susciteront automatiquement des emplois? Les industries de fabrication et de transformation ont besoin d'élan et de stimulants. Je ne crois pas que ces propositions donnent immédiatement les résultats qu'il faudrait. Le ministre a dit, en passant, que les effets du budget ne se feraient sentir que d'ici trois ou quatre ans.

Autre question, monsieur l'Orateur: le monde des affaires peut-il s'attendre à ce que l'ingérence et les manœuvres du gouvernement diminuent et que le libre jeu du marché, s'alliant sa sagesse et à son initiative, puisse de ce fait favoriser un progrès raisonnable et convaincant, générateur en fin de compte de croissance et de stabilité? Le budget ne nous assure rien de cela. Le gouvernement

omniprésent continue de dominer d'une façon extrêmement paternaliste. Va-t-on nous présenter d'autres mesures, comme des modifications à la réforme fiscale, un projet de loi sur la concurrence, des modifications au Code du travail et une mesure sur la propriété étrangère qui deviendront une source d'animosité et d'incertitude dans le monde des affaires? Le gouvernement va-t-il exiger une obéissance si rigoureuse que le commerce sera mis en veilleuse?

C'est un fait reconnu que les gens d'affaires, surtout les dirigeants de petites entreprises, sont accablés par les détails techniques des dernières modifications au régime fiscal, le projet de loi sur la concurrence et la loi sur les relations industrielles et le Code du travail. Ils emploient un temps considérable à calculer les effets de ces propositions, et ce au détriment de la planification essentielle de leur entreprise. Tout cet ensemble, où il faut voir surtout l'action des technocrates et des théoriciens du gouvernement, constitue le gros des difficultés qui ont paralysé l'élan économique du pays. Cela touche toutes les entreprises, grandes et petites, la fabrication et les industries de services ainsi que les industries d'investissement et de ressources. A mon avis, si le ministre des Finances veut créer des emplois, il serait bien avisé de se pencher sur ce domaine et de mettre un terme à l'intervention flagrante du gouvernement dans notre milieu des affaires aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Je crois sincèrement que cela rétablirait la confiance passée et susciterait une nouvelle détermination qui aboutirait à une planification renouvelée s'appuyant sur des buts et des objectifs logiques. Le ministre des Finances pourrait alors présenter un budget de plein emploi, mettant l'accent sur des encouragements plus directs à l'emploi et à l'investissement, sur une aide plus efficace aux secteurs qui demandent une utilisation intense de la main-d'œuvre et aux secteurs d'exportations, en ce moment placés dans une situation désavantageuse par les récents événements nationaux et internationaux, ainsi que sur des mesures plus efficaces visant à supprimer l'écart entre l'impôt exigé des compagnies canadiennes et des compagnies internationales en activité dans notre pays. Ce serait une initiative valable. Il devrait y avoir uniformité dans les stimulants et les allègements fiscaux à l'égard d'autres secteurs, tels les industries de services, de la construction, de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation des bois.

Je suis heureux que le ministre des Finances reconnaisse que la prolifération des emplois est assurée plus efficacement par le secteur privé que par celui du gouvernement. Je le félicite de ce premier pas par lequel il retourne le gouvernement au rôle qui lui appartient. Tout en reconnaissant que la réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés dans le secteur de la transformation et de la fabrication, outre l'amortissement accéléré du matériel, peut agir comme stimulant et contrebalancer les effets du programme DISC et de la plus-value du dollar canadien, nous devons admettre qu'une bonne partie du matériel en question sera acheté à l'étranger. Cela pourrait favoriser l'économie des autres pays plus que celle du Canada. Je crois que 50 p. 100 des 3 milliards de dollars dépensés pour le matériel servent à des achats dans d'autres pays. Ce projet entraînera éventuellement un plus grand nombre de reconversions professionnelles par une automatisation accrue. Je crois que le ministre y a également fait allusion. Il est généralement admis que ces proposi-